

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 8 DÉCEMBRE 1903.

Proposition de loi modifiant la loi organique du 15 septembre 1893
sur l'enseignement primaire.

DÉVELOPPEMENTS.

MESSIEURS,

Les deux derniers alinéas de l'article 15 de la loi du 15 septembre 1893 portent :

« Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs n'ont droit qu'au minimum de traitement de la nouvelle catégorie, si ce minimum égale ou dépasse le revenu dont ils jouissaient en dernier lieu. »

« Les mêmes règles sont appliquées chaque fois qu'un instituteur est appelé à une nouvelle fonction dans l'enseignement primaire communal. »

C'est l'application de ces deux alinéas qui mécontente tout le corps enseignant. Ce mécontentement augmente à mesure que les effets désastreux s'en font sentir. Le traitement des instituteurs ne dépend pas seulement de leur catégorie et de leurs années de service, mais du hasard, peut-on dire.

Un exemple pour fixer les idées :

Tel instituteur est nommé *chef d'école* au sortir de l'école normale dans une commune de la 5^e catégorie ; son traitement initial est de 1,200 francs. Après *vingt-quatre* années de service, il sera de 2,000 francs. C'est le maximum du barème légal.

Tel autre instituteur est nommé *sous-instituteur* au sortir de l'école normale. Dans sa douzième année de service, il obtient le grade d'instituteur dans la 5^e catégorie. Son traitement initial est aussi de 1,200 francs. Après quatre années de service dans sa nouvelle qualité, il touchera 1,300 francs. En réalité, cet instituteur a déjà seize années de service. Après *trente-six* années de service, il commencera à jouir du maximum du barème légal, qui est de 2,000 francs.

H

Voici exactement la situation :

L'instituteur qui est nommé chef d'école au sortir de l'école normale obtient le maximum après vingt-quatre années de service; celui qui est nommé instituteur après avoir été une année sous-instituteur, obtient le maximum après vingt-six années de service; celui qui est nommé instituteur après avoir été 2, 3 . . . 8 . . . 12 . . . 15 années sous-instituteur, obtient le maximum après 26, 27 . . . 32 . . . 36 . . . 59 années de service!! Un exemple entre cent : Dans une commune de l'arrondissement de Malines, un instituteur n'atteindra le maximum de 2,000 francs de traitement qu'après 43 années de service, et 38 années d'instituteur en chef !

Telle est la situation générale, très anormale qui est cause que des instituteurs d'une même catégorie, *après le même nombre d'années de service*, touchent des traitements très différents; tandis que les uns jouissent du maximum (2,000 francs), les autres n'ont encore que 1,500 francs. Tout dépend du nombre des années de service de sous-instituteur, du pur hasard. Ce triste état ne peut perdurer plus longtemps. En Angleterre (loi scolaire de 1902), pour déterminer le traitement initial d'un instituteur, on tient compte de chaque année de service antérieur, n'importe de quelle école

Nous proposons que les instituteurs de toutes les catégories atteignent le maximum du barème légal après vingt-quatre années de service, y compris les années de service passées en qualité de sous-instituteur. Le traitement d'un sous-instituteur qui est nommé instituteur dans la 5^e catégorie, lorsqu'il a huit années de service sera donc de 1,200 francs, plus deux augmentations quadriennales, ou 1,400 francs. Après vingt-quatre années de service, il sera de 2,000 francs.

Lorsque, par suite d'un recensement décennal, une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs auront droit au minimum de traitement de leur nouvelle catégorie et conserveront le bénéfice de leurs années de service, parce que le traitement d'un instituteur qui a au moins quatre années de service doit toujours se composer de deux parties : du minimum légal de la catégorie et d'une augmentation quadriennale. Ainsi le traitement du sous-instituteur de la commune de L., 5^e catégorie, entrée dans la 4^e en 1901, devait augmenter de ce chef de 100 francs et se composer de 1,100, minimum de la 4^e catégorie, et de 100 francs pour une augmentation quadriennale, ce qui fait 1,200 francs; mais à cause de ce malheureux alinéa précité, son traitement restait fixé à 1,100 francs.

Dans cette commune venait d'être nommé un second sous-instituteur, au sortir de l'école normale en 1901, au traitement initial de 1,100 francs. Voilà deux sous-instituteurs dans la même commune au traitement de 1,100 francs, l'un a plus de quatre ans de service et l'autre débute ! ?

Le maximum de traitement, d'après le barème légal, pour les instituteurs de la 4^e catégorie est de 2,000 francs.

Les instituteurs actuels et futurs qui atteindront ce maximum sont rares, parce qu'ils sont trop longtemps sous-instituteur avant d'obtenir le grade de chef d'école.

Il en est de même des 3^e et 2^e catégories :

L'instituteur en chef d'une école de deux ou plusieurs classes doit être

choisi parmi les membres du personnel enseignant comptant au moins cinq années de service.

Nous proposons la régularisation des traitements des instituteurs et des institutrices de toutes les catégories. Cette régularisation n'est possible que lorsque les années de service en qualité de sous-instituteur ou sous-institutrice entrent en ligne de compte pour la fixation de leur traitement à leur nomination comme chef d'école.

Nous ne proposons donc pas de majoration de traitement proprement dit. Nous demandons seulement que tous les instituteurs et toutes les institutrices commencent à jouir du maximum de leur traitement vers la fin de leur carrière, c'est-à-dire vers l'âge de 45 à 47 ans.

D'après le rapport de l'honorable M. Dallemagne, il y a en Belgique 966 instituteurs et institutrices nommés chef d'école, au sortir de l'école normale, dans les écoles d'une classe des petites communes. Ces communes payeront donc à leurs instituteurs la vingt-cinquième année de service et les suivantes 2,000 francs et à leurs institutrices 1,800 francs. Pourquoi les plus grandes communes ne pourraient-elles pas payer cette même somme à leurs instituteurs et institutrices?

Les deux alinéas précités ont donné lieu à un grand nombre de circulaires ministérielles, qui disparaîtront en votant l'article 1^{er} de notre proposition. Rien ne sera plus facile que de déterminer le traitement de tout membre du corps enseignant. Chacun sera payé d'après la catégorie à laquelle appartient son école et d'après le nombre de ses années de service.

Les sous-instituteurs. L'article 2 de notre proposition a pour but d'améliorer la position des sous-instituteurs. Ces malheureux ne peuvent vivre avec un traitement de 1,400 à 1,500 francs lorsqu'ils sont mariés et ont charge de famille. Nous leur accordons des augmentations quatriennales de 150 francs au lieu de 100 francs, à l'époque de leur carrière, de leur existence, quand ils en ont le plus besoin.

Après vingt-quatre années de service, les sous-instituteurs des 5^e, 4^e et 3^e catégories atteindront le maximum de 2,000 francs, ceux des 2^e et 1^e catégorie 2,400 francs. Ces augmentations ne grèvent pas les petites communes, puisque dans 2,865 écoles de ces communes, il n'y a pas de sous-instituteurs.

Nos propositions donnent satisfaction aux deux principaux desiderata des instituteurs. Toutes les années de service entrent en ligne de compte pour les augmentations quatriennales et la position des sous-instituteurs est améliorée.

Nous espérons que notre proposition deviendra loi; nous estimons qu'elle clôturera définitivement la question des traitements du corps enseignant. Nos propositions sont justes, en tout point conformes aux principes de la loi organique du 15 septembre 1895. Aucune anomalie n'y sera découverte, car elle a pour base le principe juste, que toujours les années de bons services entrent en ligne de compte pour les augmentations quatriennales.

Dans ces conditions, nous vous soumettons nos propositions, Messieurs, avec pleine confiance, et nous espérons que la Chambre tout entière s'y ralliera.

MAENHAUT.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Les deux derniers alinéas de l'article 15 de la loi du 15 septembre 1893 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices ont droit au minimum de traitement de la nouvelle catégorie et conservent le bénéfice de toutes leurs années de service.

Chaque fois qu'un instituteur ou une institutrice est appelé à une nouvelle fonction dans l'enseignement primaire, il a droit au minimum afférent à sa nouvelle fonction et conserve le bénéfice de toutes ses années de service pris au taux des augmentations quadriennales de sa nouvelle fonction.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 15 précité, la première période quadriennale prend cours pour les instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices actuels et futurs le 1^{er} janvier qui suit la date de leur première nomination définitive.

ART. 2.

Par dérogation à l'alinéa premier de l'article 15 précité :

a) Le montant de l'augmentation due à l'expiration de chacune des quatre premières périodes quadriennales est porté à 150 francs pour les sous-instituteurs des 5^e, 4^e, 3^e et 2^e catégories.

b) Le montant de l'augmentation due à l'expiration de chacune des deux premières

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

De twee laatste leden van artikel 15 der wet van 15 September 1893 worden vervangen door de volgende bepalingen :

Als eene school in eene hoogere reeks gerangschikt wordt, hebben de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen recht op de minimum-wedde van de nieuwe reeks en behouden het voordeel van al hunne dienstjaren.

Telkenmaal dat een onderwijzer of dat eene onderwijzeres tot eene nieuwe bediening geroepen wordt in het lager onderwijs, hebben zij recht op de minimum-wedde toebehoorende aan hunne nieuwe bediening en behouden zij het voordeel van al hunne dienstjaren gerekend op voet van de vierjarige verhoogingen van hunne nieuwe bediening.

In afwijking van lid 3 van artikel 15 voornoemd, begint het eerste vierjarig tijdvak te loopen voor de in dienst zijnde en toekomstende onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen op den 1^{en} Januari die volgt op hunne eerste bepaalde benoeming.

ART. 2.

In afwijking van het eerste lid van artikel 15 voornoemd :

a) Wordt het bedrag der na verloop van ieder der vier eerste vierjarige tijdvakken verschuldigde vermeerdering gebracht op 150 frank voor de hulponderwijzers der 5^e, 4^e, 3^e en 2^e reeks.

b) Wordt het bedrag der na verloop van ieder der twee eerste vierjarige tijdvakken

périodes quadriennales est porté à 150 francs pour les sous-instituteurs des communes de la 1^{re} catégorie.

ART. 3.

Tout traitement actuel n'atteignant pas le montant résultant des dispositions de la présente loi sera porté à ce taux à partir du 1^{er} janvier 1904.

verschuldigde vermeerdering gebracht op 150 frank voor de hulponderwijzers van de gemeenten der 1^{ste} reeks .

ART. 3.

Alle huidige wedde welke het bedrag niet bereikt uit de bepalingen van deze wet voortvloeiende, zal op dit bedrag gebracht worden te rekenen van den 1^o Januari 1904.

J. MAENHAUT.
D^r PIERAERT.
H. GIELEN.
F. VAN BRUSSEL.
A. HUYSHAUWER.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 8 DECEMBER 1903.

Wetsvoorstel tot wijziging der organieke wet van 13 September 1893
op het lager onderwijs.

TOELICHTING.

MIJNE HEEREN,

De twee laatste leden van artikel 13 der wet van 13 September 1893 luiden aldus :

« Als eene school in eene hogere reeks gerangschikt wordt, hebben de onderwijzers maar recht op het minimum der jaarwedde van de nieuwe reeks, wanneer dat minimum gelijkstaat met of hooger is dan het inkomen dat zij laatst genoten. »

« Dezelfde regelen worden toegepast, iedermaal een onderwijzer wordt beroepen tot eene nieuwe betrekking in het lager gemeenteonderwijs. »

De toepassing van die twee alinea's misnoegt gansch het onderwijzend korps. Dit misnoegen neemt toe, naarmate de noodlottige gevolgen van die toepassing worden gevoeld. De jaarwedde der onderwijzers hangt niet enkel af van hunne reeks en van hunne dienstjaren, maar van het toeval, zou men mogen zeggen.

Een voorbeeld tot staving :

Een onderwijzer wordt, na de normaalschool te hebben verlaten, tot *schoolbestuurder* benoemd in eene gemeente der 5^e reeks; zijne aanvangsjaarwedde bedraagt 1,200 frank. Na *vier en twintig* dienstjaren, trekt hij 2,000 frank. Dat is het maximum volgens de wet.

Een ander onderwijzer wordt, nadat hij de normaalschool verlaat, benoemd tot *hulponderwijzer*. In zijn twaalfde dienstjaar, verwerft hij den graad van onderwijzer in de 5^e reeks. Zijne aanvangsjaarwedde bedraagt insgelijks 1,200 frank. Na vier jaar dienst in zijne nieuwe betrekking, trekt hij 1,500 frank. Deze onderwijzer heeft werkelijk reeds dertien dienstjaren. Na *zes en dertig* dienstjaren, begint hij het maximum van het wettelijk tarief te genieten, dat is 2,000 frank.

Ziehier den nauwkeurigen toestand :

De onderwijzer die schoolbestuurder wordt benoemd zoodra hij de normaalschool verlaat, krijgt het maximum na vier en twintig dienstjaren; hij die tot onderwijzer wordt benoemd na één jaar hulponderwijzer geweest te zijn, verwerft het maximum na zes en twintig jaar dienst; hij die tot onderwijzer wordt benoemd na 2, 3... 8... 12... 15 jaar hulponderwijzer geweest te zijn, krijgt het maximum na 26, 27... 32... 36... 39 dienstjaren!

Een voorbeeld uit honderd.: In eene gemeente uit het arrondissement Mechelen, zal een onderwijzer slechts het maximum der jaarwedde bereiken na drie en veertig dienstjaren, en acht en dertig jaar als hoofdonderwijzer!

Ziedaar de algemeene, zeer onregelmatige toestand, die medebrengt dat onderwijzers van eene zelfde reeks, *na hetzelfde getal dienstjaren*, eene gansch verschillende jaarwedde trekken; terwijl de eenen het maximum (2,000 frank) genieten, hebben de anderen nog slechts 1,500 frank. Alles hangt af van het getal dienstjaren als hulponderwijzer, dus louter van het toeval. Die treurige toestand mag niet langer voortduren. In Engeland (schoolwet van 1902), houdt men, om de aanvangsjaarwedde van een onderwijzer te bepalen, rekening met ieder vorig dienstjaar, om 't even in welke school.

Wij vragen dat de onderwijzers van iedere reeks het maximum van het wettelijk tarief genieten na vier en twintig jaar dienst, met inbegrip van de jaren, als hulponderwijzer doorgebracht. Dus zal de jaarwedde van een hulponderwijzer die tot onderwijzer in de 5^e reeks wordt benoemd, 1,200 frank bedragen, zoodra hij acht dienstjaren telt, met twee vierjarige verhoogingen, of 1,400 frank. Na vier en twintig dienstjaren, zal zij 2,000 frank bereiken.

Als, ten gevolge eener tienjarige volkstelling, eene school in eene hogere reeks gerangschikt wordt, hebben de onderwijzers recht op de minimumwedde van de nieuwe reeks en behouden het voordeel van al hunne dienstjaren, omdat de wedde van een onderwijzer die ten minste vier dienstjaren telt, steeds moet bestaan uit twee deelen : het wettelijk minimum der reeks en eene vierjarige verhooging. Zoo moest de jaarwedde van den hulponderwijzer ter gemeente L., 5^e reeks, in 1901 in de 4^e reeks getreden, uit dien hoofde verhoogd met 100 frank en bestaan uit 1,100, minimum der 4^e reeks, en 100 frank voor eene vierjarige verhooging, wat 1,200 frank uitmaakt; doch uit hoofde van bovengemeld ongelukkig lid, bleef zijne jaarwedde bepaald op 1,100 frank.

In die gemeente was een tweede hulponderwijzer benoemd, zoodra hij in 1901 de normaalschool had verlaten, en hij kreeg eene aanvangswedde van 1,100 frank. Dus twee hulponderwijzers in eene zelfde gemeente, met 1,100 frank wedde : de een heeft meer dan vier jaar dienst, en de andere vangt pas aan!

Volgens het wettelijk tarief, is het maximum der jaarwedde voor onderwijzers der 4^e reeks, 2,000 frank.

Weinig tegenwoordige en toekomstige onderwijzers zullen dat maximum bereiken, omdat zij te lang hulponderwijzer blijven, voordat zij den graad van schoolbestuurder erlangen.

Hetzelfde geschiedt in de 3^e en in de 2^e reeks :

De hoofdonderwijzer eener school met twee of meer klassen moet verko-

zen worden onder de leden van het onderwijzend personeel die minstens vijf diensjaren tellen.

Wij vragen regeling van de jaarwedde der onderwijzers en onderwijzeressen van elke reeks. Die regeling is slechts mogelijk wanneer de dienstjaren als hulponderwijzer of hulponderwijzeres medetellen voor het bepalen van hunne jaarwedde, zoodra zij tot schoolbestuurder worden benoemd.

Dus stellen wij geene eigenlijke verhooging van jaarwedde voor. Wij vragen enkel dat alle onderwijzers en onderwijzeressen het maximum hunner jaarwedde beginnen te genieten rond het einde hunner loopbaan, 't is te zeggen rond den ouderdom van 43 tot 47 jaar.

Volgens het verslag van den achtbaren heer Dallemagne, zijn er in België 966 onderwijzers en onderwijzeressen, tot schoolbestuurders benoemd zoodra zij de normaalschool verlaten, in scholen met ééne klas, in kleine gemeenten. Dus zullen deze gemeenten het vijf en twintigste dienstjaar en de volgende jaren 2,000 frank betalen aan hare onderwijzers, en 1,800 frank aan hare onderwijzeressen. Waarom zouden groote gemeenten niet diezelfde som aan hare onderwijzers en onderwijzeressen kunnen betalen?

De twee voormelde alinea's gaven aanleiding tot een groot getal ministerieele omzendbrieven, die zullen verdwijnen zoo artikel 1 van ons voorstel wordt goedgekeurd. Niets zal gemakkelijker zijn dan het bepalen van de jaarwedde voor ieder lid van het onderwijzend korps. Iedereen zal betaald worden volgens de reeks waartoe zijne school behoort en volgens zijne dienstjaren.

De hulponderwijzers. Artikel 2 van ons voorstel strekt tot verbetering van den toestand der hulponderwijzers. Deze ongelukkigen kunnen niet bestaan met eene jaarwedde van 1,100 tot 1,500 frank, zoo zij gehuwd zijn en familielast hebben. Wij verleenen hun vierjarige verhoogingen van 150 frank in plaats van 100 frank, op het tijdstip hunner loopbaan dat zij ze het meest noodig hebben.

Na vier en twintig jaar dienst, zullen de hulponderwijzers der 5^e, 4^e en 3^e reeks het maximum van 2,000 frank bereiken en die der 2^e en 1^e reeks 2,100 frank. Deze verhoogingen drukken niet op de kleine gemeenten, omdat er in 2,865 scholen van die gemeenten geene hulponderwijzers zijn.

Onze voorstellen geven gevolg aan de twee voornaamste wenschen der onderwijzers. Al de dienstjaren tellen mede voor de vierjarige verhoogingen en de toestand der hulponderwijzers wordt verbeterd.

Ons voorstel zal, hopen wij, wet worden; wij meenen dat daardoor het vraagstuk der jaarwedden van het onderwijzend korps voorgeeald zal opgelost zijn. Onze voorstellen zijn rechtvaardig en komen gansch overeen met de beginselen der organieke wet van 15 September 1895. Geene strijdigheid zal daarin worden aangetroffen, want zij berusten op het billijk beginsel dat goede diensten telken jare meetellen voor de vierjarige verhoogingen.

Onder zulke omstandigheden, Mijne Heeren, onderwerpen wij u vol vertrouwen onze voorstellen en hopen dat de gansche Kamer er zal mede instemmen.

MAENHAUT.

PROPOSITION DE LOI.**ARTICLE PREMIER.**

Les deux derniers alinéas de l'article 13 de la loi du 13 septembre 1893 sont remplacés par les dispositions suivantes :

Lorsqu'une école entre dans une catégorie supérieure, les instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices ont droit au minimum de traitement de la nouvelle catégorie et conservent le bénéfice de toutes leurs années de service.

Chaque fois qu'un instituteur ou une institutrice est appelé à une nouvelle fonction dans l'enseignement primaire, il a droit au minimum afférent à sa nouvelle fonction et conserve le bénéfice de toutes ses années de service pris au taux des augmentations quadriennales de sa nouvelle fonction.

Par dérogation à l'alinéa 3 de l'article 13 précité, la première période quadriennale prend cours pour les instituteurs, institutrices, sous-instituteurs et sous-institutrices actuels et futurs le 1^{er} janvier qui suit la date de leur première nomination définitive.

ART. 2.

Par dérogation à l'alinéa premier de l'article 13 précité :

a) Le montant de l'augmentation due à l'expiration de chacune des quatre premières périodes quadriennales est porté à 150 francs pour les sous-instituteurs des 3^e, 4^e, 5^e et 2^e catégories.

b) Le montant de l'augmentation due à l'expiration de chacune des deux premières

WETSVOORSTEL.**EERSTE ARTIKEL.**

De twee laatste leden van artikel 13 der wet van 13 September 1893 worden vervangen door de volgende bepalingen :

Als eene school in eene hoogere reeks gerangschikt wordt, hebben de onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen recht op de minimum-wedde van de nieuwe reeks en behouden het voordeel van al hunne dienstjaren.

Telkenmaal dat een onderwijzer of dat eene onderwijzeres tot eene nieuwe bediening geroepen wordt in het lager onderwijs, hebben zij recht op de minimum-wedde toebehoorende aan hunne nieuwe bediening en behouden zij het voordeel van al hunne dienstjaren gerekend op voet van de vierjarige verhoogingen van hunne nieuwe bediening.

In afwijking van lid 3 van artikel 13 voornoemd, begint het eerste vierjarig tijdvak te loopen voor de in dienst zijnde en toekomstende onderwijzers, onderwijzeressen, hulponderwijzers en hulponderwijzeressen op den 1^{en} Januari die volgt op hunne eerste bepaalde benoeming.

ART. 2.

In afwijking van het eerste lid van artikel 13 voornoemd :

a) Wordt het bedrag der na verloop van ieder der vier eerste vierjarige tijdvakken verschuldigde vermeerdering gebracht, op 150 frank voor de hulponderwijzers der 3^e, 4^e, 5^e en 2^e reeks.

b) Wordt het bedrag der na verloop van ieder der twee eerste vierjarige tijdvakken

périodes quadriennales est porté à 150 francs pour les sous-instituteurs des communes de la 1^{re} catégorie.

ART. 3.

Tout traitement actuel n'atteignant pas le montant résultant des dispositions de la présente loi sera porté à ce taux à partir du 1^{er} janvier 1904.

verschuldigde vermeerdering gebracht op 150 frank voor de hulponderwijzers van de gemeenten der 1^{ste} reeks.

ART. 3.

Alle huidige wedde welke het bedrag niet bereikt uit de bepalingen van deze wet voortvloeiende, zal op dit bedrag gebracht worden te rekenen van den 1^{en} Januari 1904.

J. MAENHAUT.
D^r PIERAERT.
H. GIELEN.
F. VAN BRUSSEL.
A. HUYSHAUWER.
